

# Les raisons de la colère des « invisibles »

Pour les personnels administratifs, techniques et des bibliothèques (BIATOS), la LRU imposée durant l'été 2007 et le plan carrières annoncé l'automne dernier à partir des propositions du rapport Schwartz sont lourds de conséquences. C'est pourquoi les BIATOS sont acteurs dans le mouvement. Mais la recherche des convergences dans la lutte est un combat difficile. Difficile mais pas impossible.

Actuellement organisés en quatre filières statutaires (ASU, ITRF, Bibliothèques et ITA) le ministère veut rassembler le maximum d'agents dans une nouvelle filière organisée selon une logique de métiers, sur laquelle les présidents d'université auraient un maximum de pouvoir de décision. Des mesures de fusion de grades ou de corps permettant l'alignement sur les statuts les moins protecteurs pour les agents sont envisagées, dans le cadre plus général de la réforme des statuts préconisée dans le rapport Silicani.

Fonctionnaires d'État, notre gestion tend pourtant à devenir locale et individuelle. Le recrutement par concours national anonyme s'estomperait au profit de recrutements partiellement ou totalement locaux. La gestion collective et paritaire des mutations tendrait à se transformer en mouvements individuels conclus de gré à gré entre l'agent et l'employeur. Et pour les corps qui continuent de bénéficier d'une gestion collective, elle se heurte désormais au droit de veto du président mis en place par la LRU. Concernant les rémunérations, la part du salaire (fixe) est réduite au profit de la part indemnitaire, modulable dans le cadre de la politique locale de l'établissement en fonction de la « performance » individuelle.

Côté emploi, alors que le passage aux responsa-



PHOTO: J. MALIFAUD

bilités et compétences élargies (RCE) nécessité des recrutements et bien que le nouveau modèle d'allocation des moyens utilisé pour le budget 2009 continue de reconnaître la sous dotation des établissements en personnels titulaires, la politique actuelle consiste à supprimer des emplois, à combler les besoins par des redéploiements, par le recours aux CDD et à l'externalisation de certaines missions de service public. La frontière entre agent public et personnel de droit privé devient floue. On peut rappeler le projet de loi sur la mobilité qui prévoit de faire appel à des entreprises d'intérim pour gérer des personnels précaires.

Le passage du statut de fonctionnaire de l'État à celui d'employé d'une entreprise publique locale a été perçu par tous à la lecture d'une note en date du 27 janvier 2009 qui explique le plus simplement du monde que les personnels des établissements passés aux RCE ne seront plus directement rémunérés sur le budget de l'État et ne pourront donc plus bénéficier des prestations d'action sociale interministérielles et ministérielles. Cela sonne curieusement comme un adieu de l'État à ses fonctionnaires désormais agents d'établissements « libres et responsables ».

## Gagner, tous ensemble !

Souvent invisibles de l'opinion publique qui résume l'université et la recherche au trip-

tyque enseignants-chercheurs-étudiants, il nous est particulièrement difficile de porter nos revendications sur la place publique. Du mouvement en cours, seuls le statut des enseignants-chercheurs et la « mastérisation » à un moindre degré sont vraiment visibles.

Du coup, il est plus compliqué de mobiliser nos collègues dans un mouvement étiqueté « enseignants » alors que la colère est là, concentrée sur les questions d'emploi et de rémunération, exprimée avec force le

29 janvier, mais sans la perspective concrète d'une suite avant le 19 mars.

Au niveau national comme dans les AG locales, le SNASUB mobilise les BIATOS et fait prendre en compte leurs revendications en cherchant à établir des convergences avec les enseignants-chercheurs, les étudiants et en faisant le lien avec le mouvement public-privé initié le 29 janvier. Il s'agit bien de créer une dynamique dans laquelle les luttes se nourrissent et se renforcent entre elles.

Sur le terrain, nous sommes amenés à rassurer des enseignants (y compris de la FSU) qui craignent de voir échapper une première grande victoire sur leurs revendications propres. Nous devons également déborder en permanence l'UNSA, encore majoritaire chez les BIATOS, qui mène une politique d'accompagnement des réformes déguisée en « résistance pragmatique ». Enfin et surtout, nous devons continuer de convaincre les collègues BIATOS que nous pouvons nous faire entendre. Et c'est déjà le cas : à force d'obstination, nos revendications apparaissent mieux dans les plateformes votées en AG ou en coordination et derrière l'acronyme BIATOS, l'opinion publique (à commencer par celle de nos collègues enseignants) commence à voir des femmes et des hommes qui exercent des missions de service public et qui luttent pour les défendre et les promouvoir. La lutte paie ! ●

ANTOINE MEYLAN



PHOTO: M. MIGNEAU